

Hélène Gassin

# L'énergie : une affaire de citoyens

Les enjeux énergétiques dépendent de nos capacités de maîtrise de nos consommations. Dans l'habitat comme dans les transports, ce sont des choix d'infrastructures qui seront décisifs. Mais tant que la démocratie ne pénètre pas plus ces domaines, les comportements n'ont guère de chance d'évoluer.

**P**rix de l'essence à la pompe qui s'envole, catastrophes climatiques annoncées si nous continuons à gaspiller l'énergie, gaz d'échappement des voitures qui rendent nos villes irrespirables ; crainte d'un nouveau Tchernobyl ou d'un attentat suicide à l'usine de La Hague, bruits de bottes et missiles américains sur le Moyen-Orient dès que les États-Unis entrevoient le moindre risque de pénurie de pétrole. De quoi nous inquiéter jour après jour : nous sommes devenus totalement dépendants de nos esclaves mécaniques sans disposer, apparemment, de la moindre prise sur l'évolution de la situation.

Le discours politique nous rassure immédiatement : notre génie national saura nous éviter la crise. Nucléaire de l'avenir, fusion et hydrogène nous sauveront définitivement d'ici 50 ou 100 ans si nous engageons avec vigueur les programmes de recherche nécessaires. En attendant, renforçons encore notre exception nucléaire et modérons notre consommation individuelle d'énergie, sans pour autant renoncer à assurer des marchés confortables aux appareils les plus voraces en énergie que nous proposent nos industriels nationaux (4x4, grosses cylindrées, climatisation, etc.).

De l'implication du citoyen dans cette affaire, il n'est guère question. Et d'ailleurs que viendrait-il y faire ? Chacun sait que les questions énergétiques sont complexes, le vocabulaire abscons, les unités incom-

préhensibles. On nous propose de faire confiance à une administration « très compétente » s'appuyant sur des corps d'ingénieurs prestigieux, de grandes entreprises publiques tout auréolées de leur légitimité de parangons du « service public à la française », et de multinationales parmi les plus puissantes

Difficile dans ces conditions d'imaginer la place que les citoyens pourraient revendiquer. Du coup, pas de débat sérieux sur les grandes orientations de nos politiques énergétiques, ni dans le pays, ni au Parlement, et des indicateurs dans le rouge...

### **L'état des lieux et les perspectives**

Pour échapper à la langue de bois et aux fausses évidences qu'on nous assène, pour sortir du sentiment d'impuissance que nous ressentons souvent, il nous faut comprendre les enjeux de ce débat.

Car, après tout, l'énergie n'est pas un bien en soi ! Nos besoins à nous usagers ne sont pas d'abord des besoins de produits énergétiques. Ce qui nous intéresse, ce sont des biens et des services nécessaires à notre développement économique et social, à notre confort, à notre qualité de vie : avoir chaud chez nous, pouvoir se déplacer dans de bonnes conditions, communiquer librement, etc.

Si nous arrivons à mieux comprendre les relations entre ces biens ou ces services et les consommations d'énergie, nous devrions être en mesure d'intervenir de façon pertinente dans ce débat, traditionnellement réservé aux experts, puisque c'est nous les usagers qui sommes capables, individuellement et collectivement, de définir nos besoins.

### **À quoi donc sert l'énergie aujourd'hui dans un pays comme la France ?**

Les bilans publiés par l'Observatoire de l'énergie classent traditionnellement ces consommations en quatre postes : habitat-tertiaire (l'ensemble des résidences, les établissements tertiaires non lucratifs, les commerces et services...), industrie, agriculture et transports (aussi bien individuels que collectifs, de personnes ou de marchandises). C'est une première indication intéressante.

Contrairement à ce qu'on imagine souvent, l'industrie et l'agriculture ne contribuent que pour un quart aux dépenses énergétiques nationales. L'habitat-tertiaire et les transports sont les premiers postes de dépenses. À partir des informations de l'Observatoire de l'énergie on peut aussi reconstituer les dépenses de chacun des secteurs par forme d'énergie finale (chaleur, mobilité, électricité spécifique).

**Figure 1 : les consommations finales d'énergie par forme d'énergie et secteur d'activité en France en 2001 en TWh (milliards de kWh)**

TWh	Industrie agriculture	Habitat tertiaire	Transports	Total	%
Chaleur	350	635	0	985	53,5 %
Mobilité	0	0	575	575	31,5 %
Électricité spécifique	130	140	10	280	15 %
Total	480	775	585	1840	100 %
Part	26 %	42 %	32 %		100 %

La chaleur, premier poste de la consommation d'énergie finale, est d'abord de la chaleur à basse température (<100°) dans l'habitat tertiaire (635 TWh) et à moyenne et haute température (de 100 à 1 000°) dans l'industrie (330 TWh). C'est un poste qui évolue globalement peu depuis 10 ans: stagnation des besoins de chauffage des locaux, diminution sensible des besoins de l'industrie, contrebalancée par une augmentation sensible des postes eau chaude sanitaire et cuisson.

Le second poste est la mobilité des personnes et des biens, en augmentation rapide, de l'ordre de 2 % par an depuis 20 ans.

Le troisième, les applications spécifiques de l'électricité, présente également une forte augmentation depuis 20 ans (plus de 3 % par an) due au développement des équipements des ménages (appareils électroménagers et audiovisuel et plus récemment informatique).

Enfin on connaît également bien la nature et la quantité des « produits finis énergétiques » utilisés en France :

**Figure 2 : consommation finale d'énergie par produit énergétique en 2001 en France**

	Charbon	Pétrole	Gaz naturel	Électricité	Énergies renouvelables	Total
TWh	76	880	360	400	124	1840
Part	4 %	47 %	20 %	22 %	7 %	100 %

Là c'est la prééminence des produits pétroliers qui saute aux yeux: ils représentent près de la moitié de la consommation finale, très loin devant l'électricité et le gaz, et assurent 97,5 % de la consommation des

transports ce qui met en évidence l'extraordinaire dépendance de ce secteur vis-à-vis d'une seule énergie, le pétrole.

Très loin derrière, on trouve l'électricité, avec 22 % des consommations finales d'énergie. Cela peut apparaître à première vue très surprenant pour des Français habitués à entendre que l'électricité est l'élément majeur de notre bilan énergétique, mais son importance dans le bilan final est du même ordre que le gaz naturel.

### **Le poids des infrastructures**

Les grandes infrastructures d'urbanisme, de transport et de logement sont des paramètres qui déterminent largement nos consommations. On peut en prendre conscience à travers quelques exemples.

Urbanisme: un ménage californien dépense dans ses déplacements quotidiens domicile-travail, accompagnement des enfants à l'école, courses et loisirs, 6 fois plus d'énergie qu'un parisien. Ils ont certes de très grosses voitures mais elles ne consomment « que » deux fois plus que les nôtres en moyenne. Reste un facteur trois qui s'explique par la longueur des trajets quotidiens et la quasi-absence de transports en commun.

Logement: une maison construite dans les années 60 et dépourvue d'isolation consomme quatre fois plus d'énergie de chauffage qu'une maison construite aux normes actuelles.

Transports: un trajet Paris-Marseille en TGV consomme 2,5 à 4 fois moins d'énergie finale que par l'autoroute ou par avion.

On le voit, les infrastructures lourdes dans lesquelles nous évoluons ont une influence décisive sur nos dépenses énergétiques. Et ce point est d'autant plus important que ces infrastructures, l'urbanisme des villes, les logements, ont des durées de vie considérables, souvent supérieures au siècle.

### **Le choc de nos comportements individuels et collectifs**

Dernier point et non des moindres, nos comportements quotidiens et nos habitudes de vie qui peuvent engendrer des différences de consommation énergétique considérables. Bien évidemment on pense d'abord aux transports. Quand on prend systématiquement sa voiture en ville plutôt que les transports en commun, on multiplie les dépenses énergétiques des trajets d'un facteur 3 à 5, tout en contribuant aux encombrements et à la pollution de l'air.

Mais nos comportements collectifs sont aussi en cause: si nous conduisons nos enfants à l'école en voiture c'est bien souvent parce que nous avons peur qu'ils soient victimes d'un accident de circulation automobile

(peut être provoqué par un autre parent conduisant ses enfants à l'école pour la même raison). Si nous continuons à prendre notre voiture en ville, c'est souvent parce que les transports collectifs y sont insuffisamment développés, que les pouvoirs publics accordent une priorité absolue à la circulation automobile, et que les entreprises continuent à fournir à leurs employés des parkings gratuits...

Bref, au-delà de nos attitudes de consommateurs plus ou moins conscients de ses dépenses énergétiques, nos comportements collectifs sont en cause, en tant que citoyen, en tant que parent d'élève, en tant que membre d'une communauté urbaine ou d'un quartier, en tant que membre d'une entreprise, d'un syndicat ou d'une association...

### **La maîtrise de l'énergie : un choix de premier rang**

La revue des nombreux scénarios prospectifs dont nous disposons montre qu'il n'existe pas de réduction importante possible des ponctions sur les ressources fossiles et des émissions de carbone sans effort majeur de maîtrise de l'énergie. Aussi bien au niveau mondial qu'en Europe ou en France, dans les scénarios à haute consommation, même avec un recours très important au nucléaire et aux renouvelables, les consommations d'énergie fossile et les émissions de gaz à effet de serre augmentent considérablement alors qu'il faudrait les faire chuter d'un facteur 3 ou 4 d'ici 2050. Enfin, tous les scénarios qui continuent à faire plus ou moins appel au nucléaire ont pour conséquence une augmentation rapide des quantités de déchets à longue durée de vie et haute activité et un renforcement des risques d'accidents et de prolifération.

### **L'impasse actuelle et ses raisons**

L'état des lieux et l'examen prospectif confirment bien que la principale marge de manœuvre dont nous disposons aujourd'hui pour éloigner les risques et les problèmes posés par l'énergie (changements climatiques, tension sur les ressources, risques nucléaires, etc.) est la maîtrise de la demande d'énergie, notamment dans les secteurs de l'habitat-tertiaire et des transports. Depuis une dizaine d'années d'ailleurs ce constat sert presque systématiquement d'introduction au discours de nos gouvernants, de droite comme de gauche. On s'étonne donc en analysant les politiques de ces gouvernements successifs de voir la distance du discours à la réalité. Pourquoi donc cette démarche de bon sens ne s'est-elle pas imposée dans les faits après plusieurs décennies de discours enflammés et de réflexion sur le sujet ? Pourquoi les politiques suivies depuis 30 ans continuent-elles à faire, dans les faits, la part du lion à la production d'énergie ?

Tout se passe en fait comme si les changements climatiques ou l'épuisement des ressources naturelles, même connus de tous, ne suffisaient pas à modifier autre chose que les discours, comme si le fait d'en parler abondamment dans les instances tant nationales qu'internationales suffisait à en conjurer les risques.

Comment expliquer la fuite en avant vers un avenir fait de catastrophes, de pénuries et de tensions internationales régulièrement annoncées ? Nous connaissons la nature des décisions à prendre et des actions à entreprendre dès maintenant pour les éviter ou les retarder. Et pourtant il ne se passe rien.

### **L'incrédulité**

Nous savons mais nous ne croyons pas, comme le fumeur parfaitement informé des dangers qu'il fait courir à sa santé est capable de les formuler mais n'arrête pas de fumer tant la perspective d'un cancer dépasse sa capacité de projection dans son propre avenir.

S'y ajoute une incrédulité sur la capacité des politiques de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies décentralisées et renouvelables à répondre aux enjeux de satisfaction des besoins en énergie. D'où les discours récurrents sur la marginalité définitive des énergies renouvelables ou le « oui, mais... » qui suit presque toujours l'allusion à la maîtrise de l'énergie.

### **Le mythe rassurant de la science triomphante**

Mais ce n'est pas tout. Le simple fait d'affirmer qu'il faudra bien satisfaire les besoins en services énergétiques des populations avec le moins d'énergie possible est en soi une révolution idéologique profonde. Cette façon d'aborder le problème est en effet en conflit frontal avec le cadre idéologique dans lequel nous évoluons dans les sociétés industrielles marquées par le productivisme, un idéal du produire toujours plus (pour s'enrichir ou éradiquer la pauvreté selon les écoles de pensée) mais associant indissolublement progrès et croissance économique.

Dans cette logique dominante, le progrès technologique doit venir régler les difficultés rencontrées au fur et à mesure qu'elles apparaissent et permettre de poursuivre la course en avant. En matière d'énergie, on nous propose donc de réfréner nos inquiétudes et impatiences, de ne pas succomber aux sirènes écologistes régressives car bientôt (dans 50 à 100 ans selon les cas) les progrès de la science et de ses applications nous sauveront. La civilisation de l'hydrogène nous promet un monde inchangé mais sans pétrole, la fusion thermonucléaire, l'abondance énergétique pour tout le monde et sans risque. En résumé, la science

nous promet de sauver l'humanité sans que nous changions de mode de vie. Et nous avons tellement envie d'y croire que pas un journaliste ne pose la question des impacts potentiels de ces technologies. Mais le plus grave, c'est que même en cas de succès, les réponses apportées par ces nouvelles technologies resteront partielles et surtout trop tardives puisque c'est bien entre aujourd'hui et 2050 que notre consommation d'énergie devra s'adapter aux limites fixées par l'écosystème planétaire...

### **Les vices et les vertus du jacobinisme à la française**

Et si nous avons tant de mal à prendre au sérieux le potentiel de maîtrise des consommations d'énergie de nos sociétés, c'est en partie parce que les modèles politiques et économiques existants sont inadaptés au changement des pratiques quotidiennes, qu'elles soient individuelles ou collectives. La nécessité d'intégrer des démarches locales et globales et de travailler sur des systèmes décentralisés pour engager des politiques ambitieuses de maîtrise de l'énergie ou de renouvelables reste problématique dans les pays à forte tradition centralisatrice comme le nôtre. L'État y est considéré à la fois comme responsable des maux dont nous souffrons mais aussi des solutions et de leur mise en œuvre. La mise en cause du modèle libéral, bien évidemment très mal adapté à la prise en compte de l'intérêt général et incapable de mettre en œuvre un changement de paradigme énergétique fait de long terme et d'équité, ne suffit pas. S'il ne fait aucun doute que des politiques publiques sont indispensables pour préserver l'environnement et l'avenir, force est de constater que les modèles existants et présentés comme les seules alternatives au néo-libéralisme ont eux aussi fait la preuve de leur insuffisance face à des problèmes aussi diffus que les consommations d'énergie. Et le « service public à la française » fondé sur une forme de contrat moral au titre duquel nous déléguons individuellement et collectivement les questions énergétiques à des opérateurs étatiques et centralisés, ne permet pas l'implication et la responsabilisation des consommateurs, ni des citoyens, pourtant indispensable aux politiques de maîtrise de l'énergie et de production décentralisée d'énergie. La délégation de la gestion des biens publics comme le climat à des multinationales comme le veut la mode libérale ne fonctionne pas, mais la délégation aux États ne suffit pas non plus.

### **Le jeu des lobbies**

Les logiques dominantes (productivisme, centralisation des pouvoirs dans les mains de quelques acteurs, confiance absolue dans le progrès technique) facilitent grandement le jeu de lobbies qui ont intérêt à ce

que rien ne change : producteurs d'énergie, constructeurs automobiles, fabricants de centrales, etc.

En France, l'exemple le plus emblématique est probablement celui du lobby nucléaire qui parvient à maintenir contre vents et marées une vision déformée de la problématique énergétique et justifier ainsi la poursuite aveugle d'une politique basée sur le seul nucléaire et une faiblesse particulièrement criante des politiques de la demande. La tribu nucléaire française monopolise le débat et l'expertise, avec une confusion totale entre les fonctions d'expertise, les fonctions d'administration et les fonctions industrielles allégrement remplies simultanément par les mêmes hommes au nom de la compétence technique. La consanguinité et le fonctionnement en circuit fermé sont dangereux, ils conduisent au sentiment d'impunité, à l'aveuglement, à la perte de culture, au refus du débat, à l'instauration de dogmes intangibles, même sur des sujets qui ne sont pas de sa compétence.

Le rôle des lobbies dans l'évolution énergétique de notre pays est évidemment majeur et la préservation de leurs intérêts propres demeure un obstacle constant aux réformes indispensables.

En résumé, des politiques énergétiques inadaptées aux enjeux qui s'expliquent largement par l'idéologie productiviste et la confiance aveugle dans le progrès scientifique qui caractérisent nos sociétés industrielles modernes. Phénomène encore amplifié dans certains pays, et particulièrement en France, par une organisation extrêmement centralisée et étatique qui déresponsabilise les collectivités territoriales, les citoyens et les consommateurs et renforce de fait le pouvoir des lobbies industriels.

### **Changer de paradigme**

Plutôt que de nous épuiser contre les forteresses productivistes et les lobbies conservateurs, changeons de paradigme, diversifions les partenaires, mobilisons les acteurs qui ont intérêt au changement.

On sait que les enjeux majeurs d'une politique de maîtrise de l'énergie se situent dans l'habitat tertiaire et les transports qui à eux seuls sont responsables de près de 75 % de la consommation finale d'énergie et de plus de 80 % des émissions de CO<sub>2</sub>. On sait aussi l'influence qu'ont les choix d'aménagement du territoire et d'infrastructures lourdes, urbanisme, logement, réseau et type de transport, voire des modes d'organisation urbaine, dans la consommation d'énergie des ménages et de la collectivité.

L'avenir de notre système énergétique se joue dans l'élaboration des Plans locaux d'urbanisme (PLU) des municipalités, dans l'organisation

des quartiers piétonniers, dans les chantiers de réhabilitation des Offices HLM, dans la conception des ZAC, des ZUPS, etc., dans l'organisation de circuits courts entre milieu rural et milieu urbain pour les produits alimentaires, dans le maintien des commerces de proximité, dans l'exploitation des ressources locales (bois communaux, déchets agricoles, déchets d'élevage, solaire, éolien, réseaux de chaleur, cogénération).

Les partenaires principaux ne sont donc plus d'abord les entreprises énergétiques mais bien les consommateurs, les citoyens et leurs organisations locales ou thématiques, les collectivités locales et territoriales. Ce sont eux aussi qui sont les plus sensibles et les plus impliqués dans les questions d'égalité d'accès aux services de l'énergie, dans celles de garantie de fourniture et de qualité de service, dans celles de qualité de vie et d'environnement local.

### **Citoyens et territoires**

Chacun de ces partenaires acteurs y a un rôle irremplaçable :

- Les consommateurs et leurs organisations parce que tout effort de sobriété dans les comportements suppose l'acquisition d'une culture nouvelle et que tout effort d'efficacité suppose l'accès à une information décentralisée indépendante des lobbies producteurs.

- Les citoyens et leurs organisations, qu'elles soient locales ou thématiques comme des associations de quartiers, d'environnement, de qualité de vie ou de solidarité, pour participer à la définition des actions de proximité les plus efficaces et les plus équitables, et pour créer les conditions collectives de leur mise en œuvre.

- Les collectivités locales et territoriales dont le rôle est évidemment central : définition et mise en œuvre des politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'habitat, de transport, toutes politiques dont l'impact à long terme sur les consommations d'énergie est considérable. Bref, il s'agit d'abord de mettre en place des procédures nouvelles de démocratie participative aux différents niveaux territoriaux, avec la participation active des organisations qui regroupent les citoyens, les consommateurs, les professionnels, les syndicats et des organes déconcentrés du pouvoir d'État.

Depuis quelques années, on assiste d'ailleurs dans de nombreux pays étrangers, et plus modestement en France, à un foisonnement d'expériences nouvelles de démocratie participative et d'action locale qui se sont mises en place dans différents domaines, de la santé à la solidarité, de l'environnement à l'emploi (budgets participatifs, Agenda 21, etc.). Ces initiatives territoriales, associatives, citoyennes, s'adossent parfois

sur une politique publique nationale, et permettent alors une démultiplication rapide de l'action.

Dans les pays du Nord de l'Europe, les conférences de consensus, ou conférences de citoyens sont régulièrement organisées sur des questions énergétiques ou environnementales complexes... Bref un foisonnement d'expériences qui se caractérisent toutes par la volonté d'associer au maximum les différents acteurs de la société à l'élaboration des programmes et à leur mise en œuvre.

### **L'indispensable implication des pouvoirs publics**

Si nous avons insisté aussi fortement sur l'importance et l'efficacité d'une mobilisation des citoyens pour mettre en route une politique ambitieuse de maîtrise de l'énergie, c'est bien parce que notre pays, ses élus et son administration, encore tout imprégnés d'une vieille tradition jacobine restent très timides dans ce domaine. Cela n'exonère pas pour autant l'État de ses responsabilités.

### **Un État régulateur et animateur**

La définition d'objectifs nationaux, le cadre fiscal et réglementaire ainsi que les nécessaires négociations avec nos partenaires européens restent des missions indispensables de l'État central auxquelles vient se rajouter un rôle nouveau et plus modeste d'animation, de mise en réseau et de diffusion de l'information.

Le « Schéma de services collectifs de l'énergie », créé par la loi « Voynet » de 1999 invite clairement à l'élaboration de politiques énergétiques territoriales. Mais la mobilisation des élus et des administrations locales sur ces sujets, souvent très nouveaux pour eux, suppose au moins trois conditions :

- la mise en place de programmes de formation et d'information à l'échelle des territoires. Programmes qui manquent cruellement aujourd'hui et pourraient pourtant être aisément mis en place par les multiples organismes existants (CNFPT, formation des élus, espaces info-énergie...),
- la dissémination de structures locales et territoriales capables d'animer le débat programmatique local et de mettre en œuvre les actions concrètes décidées.
- la mise en réseau de ces relais territoriaux pour assurer l'échange d'expériences et de « bonnes pratiques ».

### **Un État cohérent et garant du futur**

L'État doit aussi particulièrement veiller à la cohérence entre son discours et les mesures qu'il met en œuvre. L'encadrement de la

publicité constitue un bon exemple. L'acquisition d'une nouvelle culture commune de la sobriété sera d'autant plus difficile que l'on continuera à nous expliquer que la modernité et le confort supposent de manger des fraises en maillot de bain dans sa salle de bain en janvier et qu'une voiture puissante est indispensable pour aller chercher son courrier dans la boîte aux lettres... Comment ne pas être perdu ensuite face à une campagne nécessairement beaucoup plus modeste de l'Ademe à qui l'on coupe les crédits, nous expliquant le contraire ? Le citoyen désorienté en déduit immédiatement que le discours n'est qu'une rhétorique sans fondement réel.

Un autre domaine de responsabilité est la recherche. En matière d'énergie, les pouvoirs publics soutiennent principalement des recherches technologiques sur les filières de production existantes ou du futur. Par contre les budgets consacrés aux technologies de maîtrise de l'énergie ou ceux consacrés aux sciences humaines restent ridiculement faibles alors qu'il est essentiel de mieux comprendre les déterminants collectifs et individuels de nos consommations d'énergie et d'analyser les outils mobilisables au service d'une politique de sobriété et d'efficacité énergétique.

En résumé, il s'agit d'inventer une politique reposant sur la prévention et non sur la course à la production, sur l'intelligence et la solidarité collective et non sur les certitudes d'experts et les querelles de lobbies producteurs, sur une définition rénovée de la notion de « service au public » davantage que sur l'application du dogme du tout-marché ou du tout-État; sur l'initiative locale plutôt que sur la centralisation. Les nombreux citoyens et élus qui appellent de leurs vœux de nouvelles pratiques de démocratie participative trouveraient là un terrain d'application concret et exemplaire.